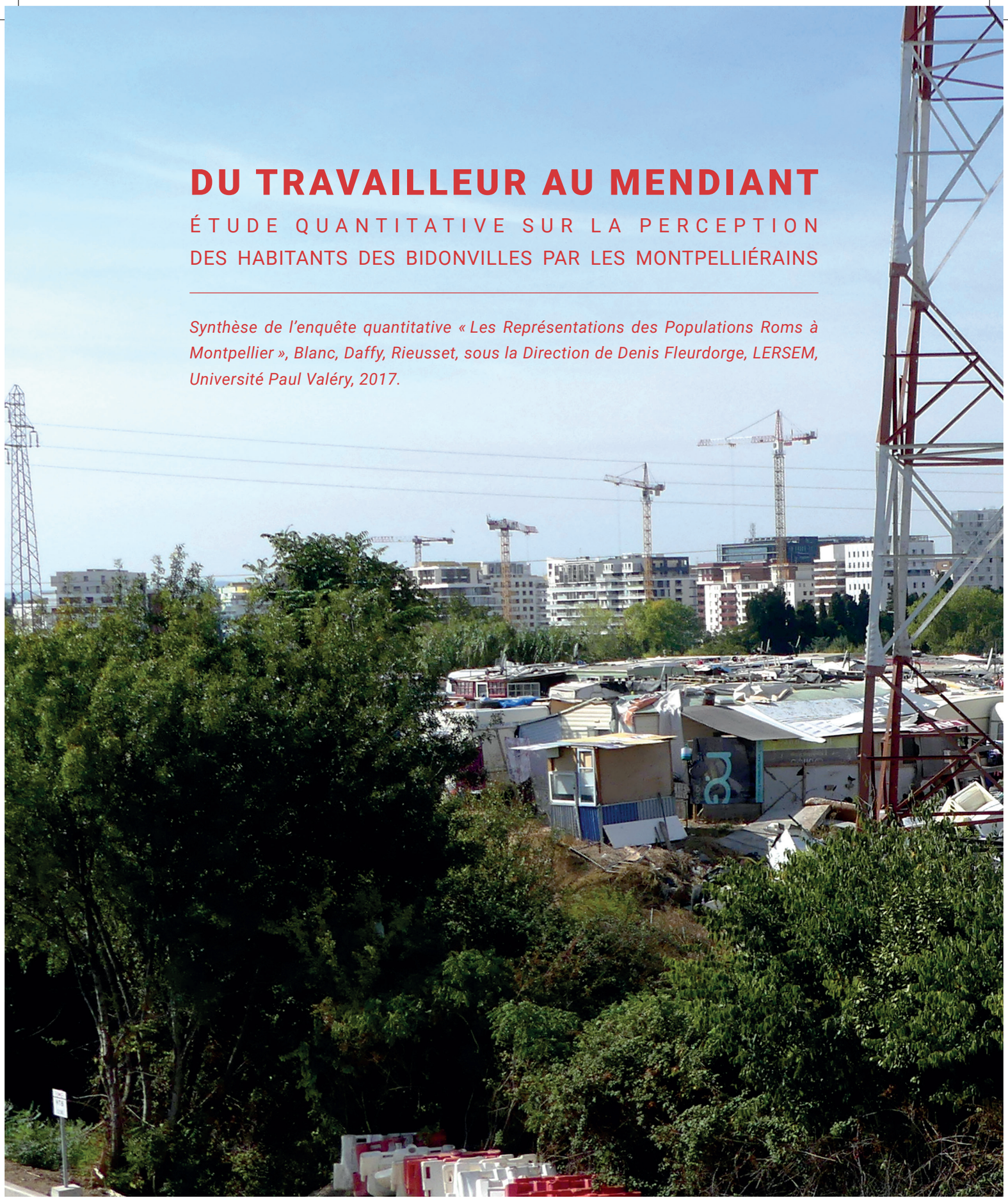
DU TRAVAILLEUR AU MENDIANT

ÉTUDE QUANTITATIVE SUR LA PERCEPTION DES HABITANTS DES BIDONVILLES PAR LES MONTPELLIÉRAINS

Synthèse de l'enquête quantitative « Les Représentations des Populations Roms à Montpellier », Blanc, Daffy, Rieusset, sous la Direction de Denis Fleurdorge, LERSEM, Université Paul Valéry, 2017.



En collaboration avec le

LERSEM

AREA

Association Recherche Éducation Action

Avec le soutien de la

FONDATION Abbé Pierre

Enquête réalisée auprès d'un échantillon représentatif de 800 individus.

Les quotas ont été établis en fonction de :
l'âge, les catégories socioprofessionnelles et le genre.

La méthode des quotas a été adaptée aux spécificités montpelliéraines
et est basée sur les données INSEE.

AREA
Association Recherche Éducation Action

En collaboration avec le

LERSEM
Laboratoire d'Études et de
Recherches en Sociologie
et en Ethnologie de Montpellier

Et le soutien de

FONDATION
Abbé Pierre

PRÉAMBULE

Il existe dans les champs du mal-logement un certain nombre de situation de précarité, qui ont fait et qui font toujours l'objet de représentations diverses et, de fait, stigmatisantes, que ce soit pour des personnes vivant à la rue, tout autant que pour des personnes en habitat indigne. Ces représentations nourrissent ainsi les opinions de chacun. Les bidonvilles n'en sont pas exemptés, et ce depuis des décennies.

En effet les bidonvilles dans les années soixante avait déjà été l'objet d'une construction faussée autour d'une ethnicisation et d'une inadaptation des personnes à nos modes de vie. Cette opinion semble refaire surface aujourd'hui et guider en partie les discours prononcés, et parfois les politiques menées comme cela a été le cas avec la circulaire du 5 août 2010 annulée par le Conseil d'État visant « prioritairement les Roms ».

Cette étude, menée à l'échelle locale, déconstruit l'opinion et les représentations entourant les bidonvilles et leurs habitants, à Montpellier. Nous y découvrons des discours plus nuancés, différents de celui d'une opinion univoque qui serait élaborée autour du rejet et de la stigmatisation, intégrée par les habitants des bidonvilles eux-mêmes.

Les effets induits des mots et des perceptions sont interrogés, parfois en creux, sur ce qui fait passer de « bidonville » à « campement », d'habitant à « Rom » jusqu'à influencer la manière dont seront perçues et traitées les personnes qui y vivent.

En réalité, la situation des bidonvilles en France n'est pas un problème ethnique ou culturel. Elle est plutôt un des symptômes d'une crise du logement plus importante, concernant près de 4 millions de personnes, dont 800 000 connaissant des formes graves d'exclusion, crise qui touche de manière discriminée les populations les plus précaires : entre 2001 et 2012, le nombre de personnes sans-domicile a augmenté de 50%. Faute de solution, ces personnes sont contraintes au repli sur des formes de « non-logement » de tous ordres, faute de pouvoir accéder à un logement de droit commun, qu'elles soient chez des tiers, en voiture, en camping ou à la rue.

Le bidonville est une de ces formes de non-logement, construites par des personnes liées au territoire où elles habitent, et non un habitat spécifique pour une population spécifique correspondant à mode de vie spécifique. En découle un principe, celui d'appliquer le droit commun, et non un schéma communautaire et fantasmé, afin de permettre à ces personnes, au même titre que toutes les personnes en précarité, d'accéder à une vie digne au regard de leurs besoins et de leurs désirs.

Pour la Fondation Abbé Pierre, il est essentiel d'inscrire la résorption des bidonvilles dans une lutte contre le mal-logement et pour la dignité des personnes, c'est-à-dire dans une dynamique d'accompagnement des personnes et d'une mise en œuvre du droit à un logement pour tous. Cette lutte doit donc combattre les préjugés tout autant qu'apporter des solutions à l'ensemble des personnes mal-logées, au risque d'une réussite de courte durée, comme nous le développons dans nos 15 idées contre la crise du logement du Rapport 2017 sur l'état du mal-logement en France. Comme le rappelait l'Abbé Pierre, il ne s'agit pas de combattre les pauvres, mais bien les causes de la pauvreté.

La Fondation Abbé Pierre

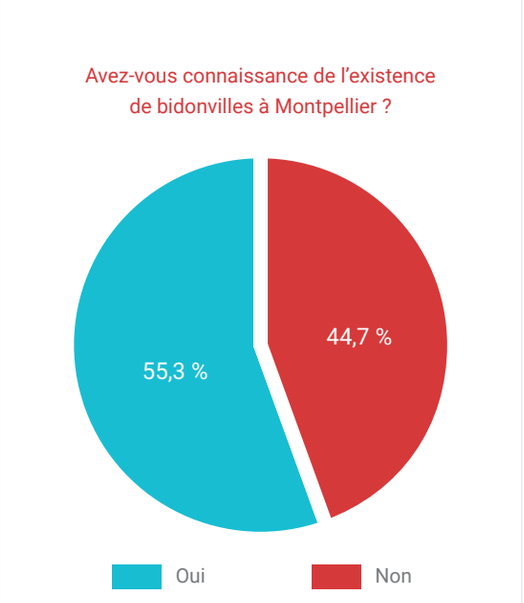
Les résultats de cette enquête nous permettent d'envisager la ville et le bidonville non plus comme deux espaces – l'un formel et l'autre informel – mais à travers un continuum entre deux dimensions d'un même système, continuum rendu possible par la « fabrique à identité » qu'est l'interaction du social, de l'administratif, du politique et de l'économique.

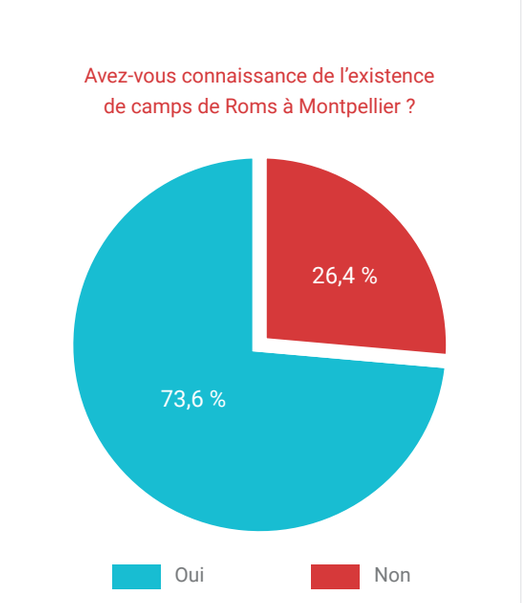
L'enquête quantitative ici résumée ouvre des pistes de réflexions portant non pas sur les spécificités de tel ou tel groupe ou espace mais davantage sur la nature des relations qui se tissent entre les habitants des bidonvilles et la ville. Ces relations sont rendues possible par les interactions de différents champs à l'intérieur desquels peuvent s'élaborer des stratégies et se construire de l'identité.

L'enquête de Blanc, Daffy et Rieusset réinterroge un certain nombre de présupposés résumés par cette citation de Gérard Collomb : « ces populations n'ont pas vocation à s'intégrer » (G. Collomb, 2013). Le riverain mécontent, le citoyen exaspéré, ces figures inventées érigées en vérités intangibles n'apparaissent finalement qu'à la marge de cette enquête. S'y dessinent plutôt les esquisses de travaux à mener sur l'identification à travers la visibilité des individus dans l'espace urbain et les causes de cette visibilité. L'enquête présentée ici démontre que les montpelliérains, dans leur majorité, ne stigmatisent pas les habitants des bidonvilles et ne correspondent pas à cette «opinion publique» sur laquelle les discours politiques cherchent à asseoir leur légitimité.

1. DU CAMP AU BIDONVILLE

Si 55% des personnes interrogées connaissent l'existence de « bidonvilles » à Montpellier, 73 % d'entre eux parlent de « camps Roms ». Cette distinction est intéressante à bien des égards. Tout d'abord, parce que le choix des mots est en corrélation avec les représentations. Mais également, et les analyses factorielles le montrent, parce qu'il informe sur la façon dont s'élabore une représentation en fonction de divers facteurs.

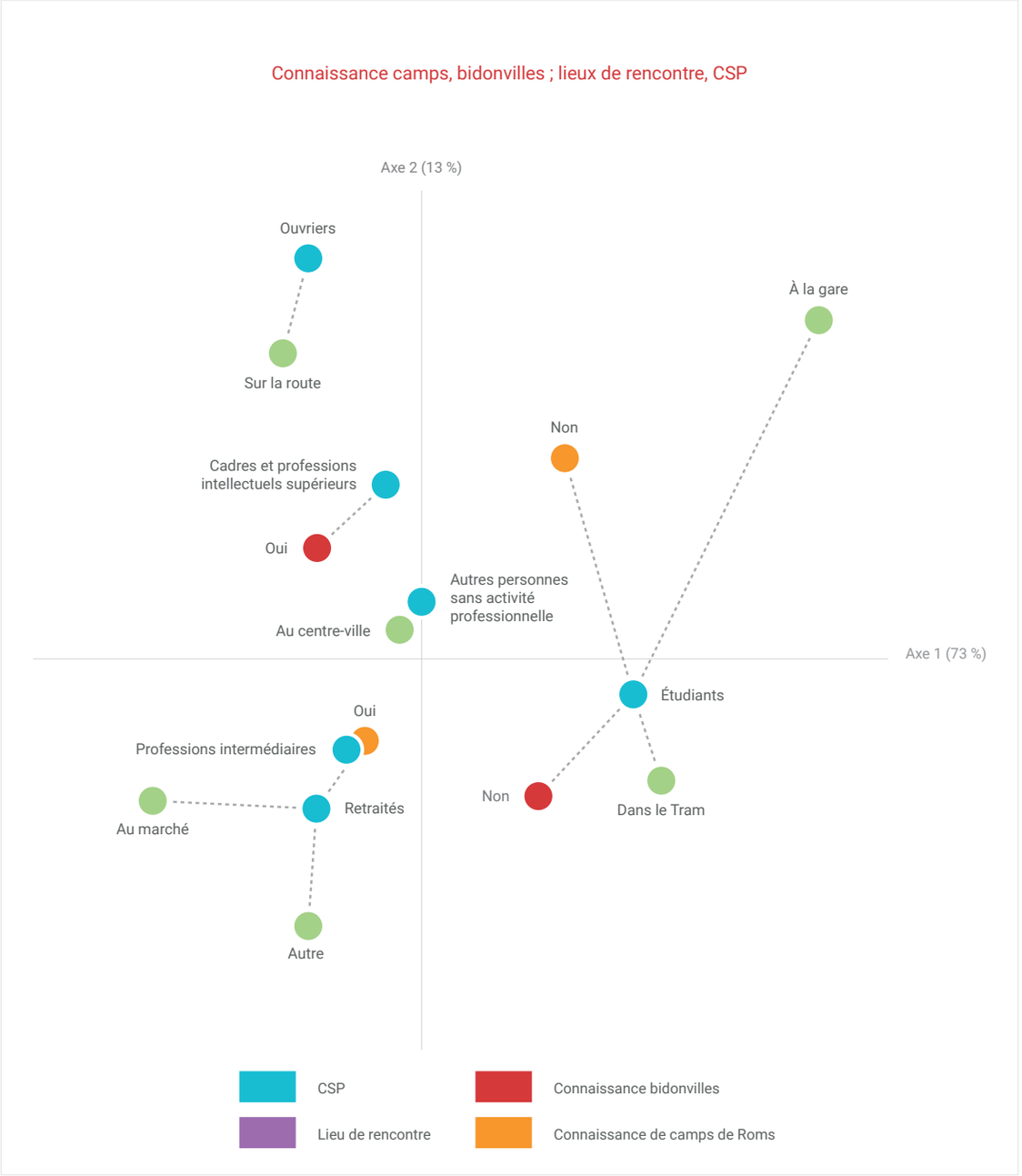




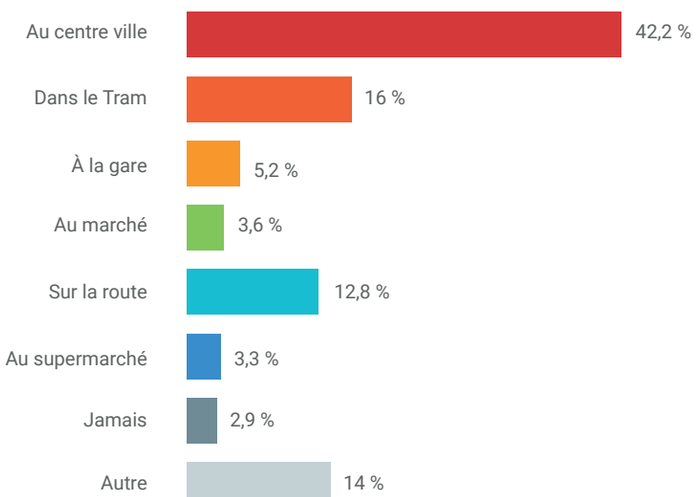
Si l'on regarde la représentation factorielle suivante, on s'aperçoit que cette distinction entre « camps » et « bidonvilles » est corrélée aux catégories socioprofessionnelles :

Les cadres et professions supérieures, les ouvriers, les étudiants et les personnes sans activité (y compris chômeurs) parlent de bidonvilles tandis que les retraités, les artisans/commerçants et les professions intermédiaires parlent de « camps roms ».

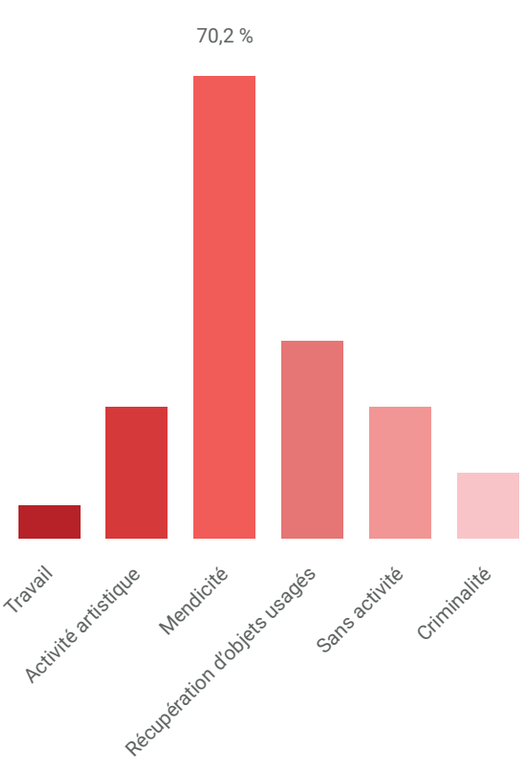
Une troisième variable est mise en évidence : il s'agit des lieux de rencontre des personnes identifiées comme Roms. Si les retraités, les commerçants, les artisans et les professions intermédiaires les identifient en centre-ville, sur les marchés ou dans le tram pratiquant une activité de mendicité, en revanche les étudiants, les cadres et professions supérieures ainsi que les ouvriers déclarent les rencontrer moins régulièrement et hors du centre-ville.



Où rencontrez-vous le plus fréquemment des Roms ?

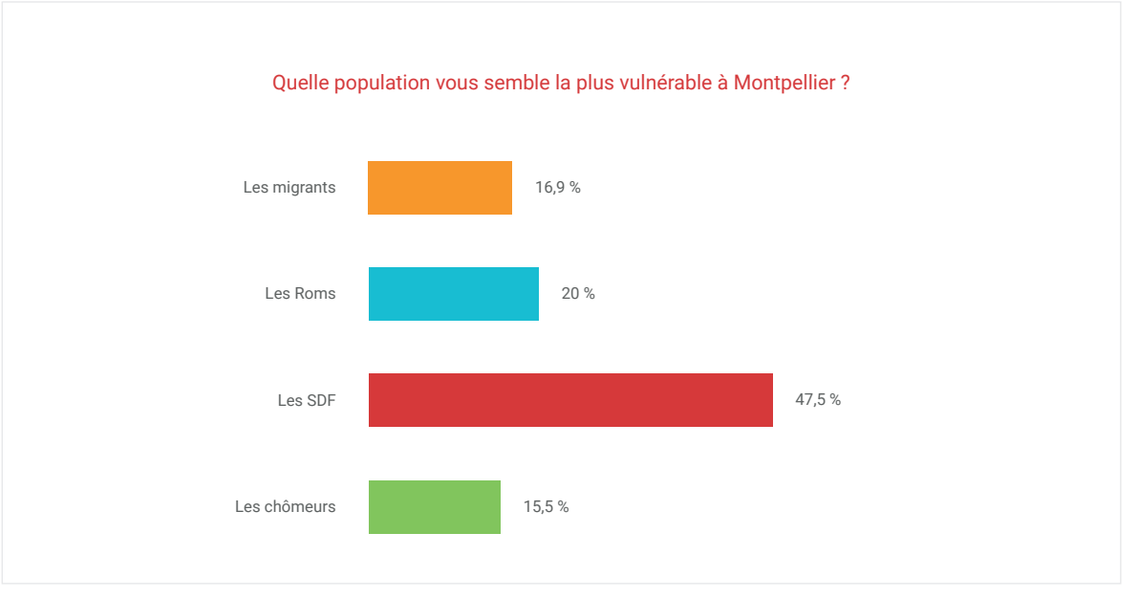


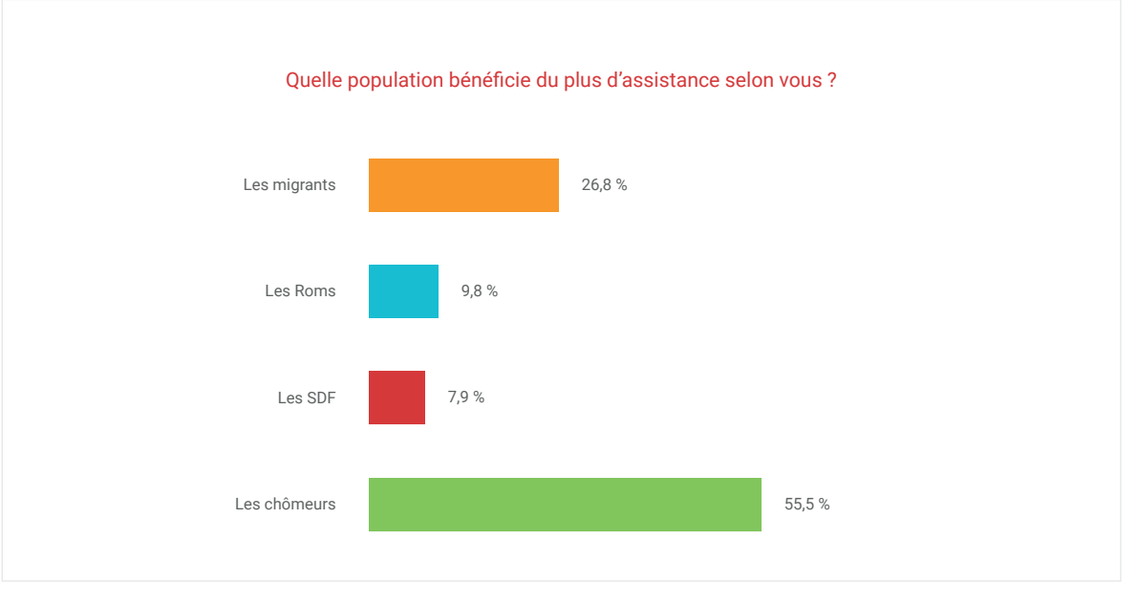
Quelle activité ont-ils lorsque vous les rencontrez ?



2. ACTIVITÉS ET REVENUS

La question de la vulnérabilité et des aides sociales apporte également d'intéressantes informations. Pour les montpelliérains, les personnes les plus vulnérables sont les SDF et les Roms, peu d'entre eux relevant que ces derniers sont également des migrants.





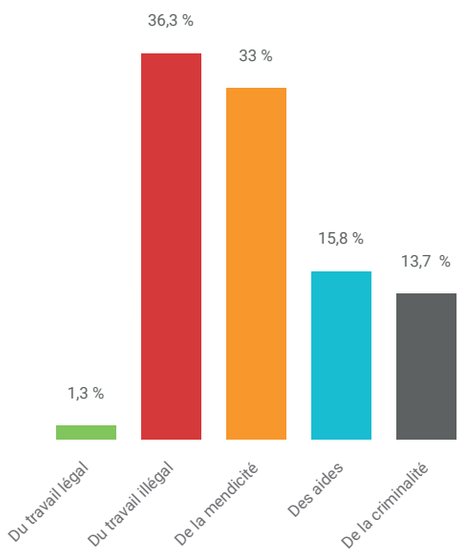
Ils constituent une catégorie à part, particulièrement fragile et peu aidée. Il y a également confusion entre la notion « d'aide sociale », qui n'est pas issue des prestations redistributives et les allocations telles que l'allocation de retour à l'emploi (Pôle Emploi). En revanche, seulement 10% des personnes interrogées considèrent que les Roms bénéficient de l'assistance sociale. Cela signifie pour elles que les habitants des bidonvilles exercent une activité professionnelle leur permettant de subvenir à leurs besoins. Selon les habitants de la ville, ces activités relèvent de la mendicité et du travail illégal.

Si l'on affine cette question des aides sociales, on s'aperçoit que les réponses varient en fonction de l'âge des personnes interrogées :

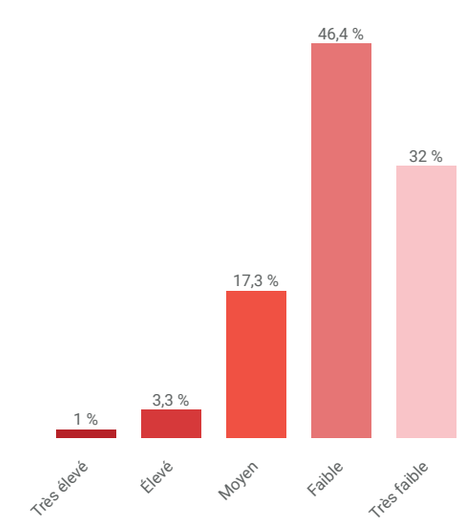
Ainsi les habitants des bidonvilles ne vivent-ils pas d'assistance sociale mais bien d'une activité que l'on qualifie « d'illégale » et de mendicité. Cette activité illégale ne relève pas d'actes délictuels puisque seule une minorité de montpelliérains la qualifie de « criminelle ». Il est intéressant de noter que cette activité professionnelle, pour être illégale devrait uniquement relever du travail non déclaré puisqu'il s'agit de ressortissants européens autorisés à travailler. Sans doute peut-on interpréter cela comme une identification des habitants des bidonvilles à des migrants irréguliers.

Du fait de ces activités, les montpelliérains considèrent les habitants de ces quartiers informels comme très précaires, ne possédant que de faibles revenus.

Selon vous, de quoi vivent-ils principalement ?



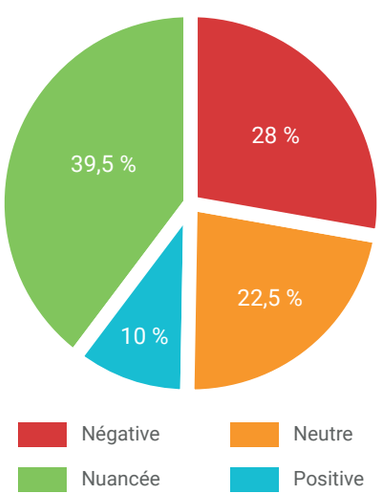
D'après vous, le revenu moyen des Roms est :



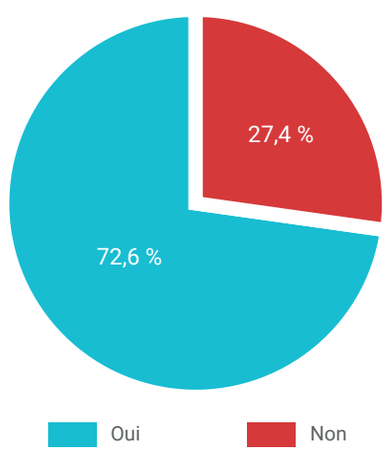
3. STIGMATISATION ET RÉPONSES SOUHAITÉES DES POUVOIRS PUBLICS

Les données qui suivent nous proposent d'intéressantes pistes de travail.

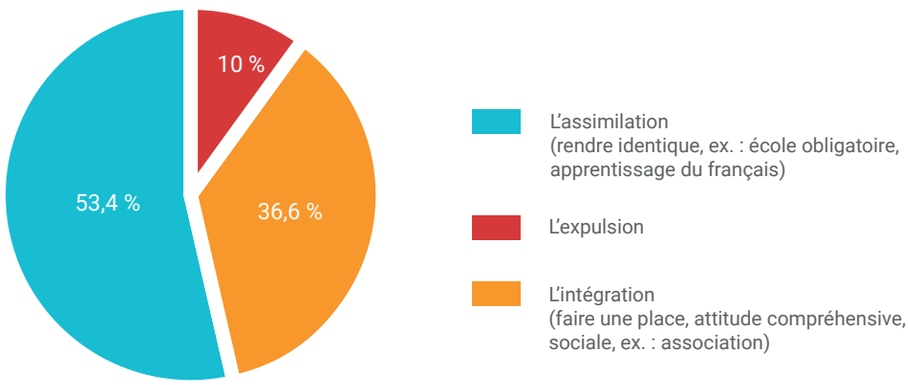
Votre vision de la communauté Rom est plutôt :



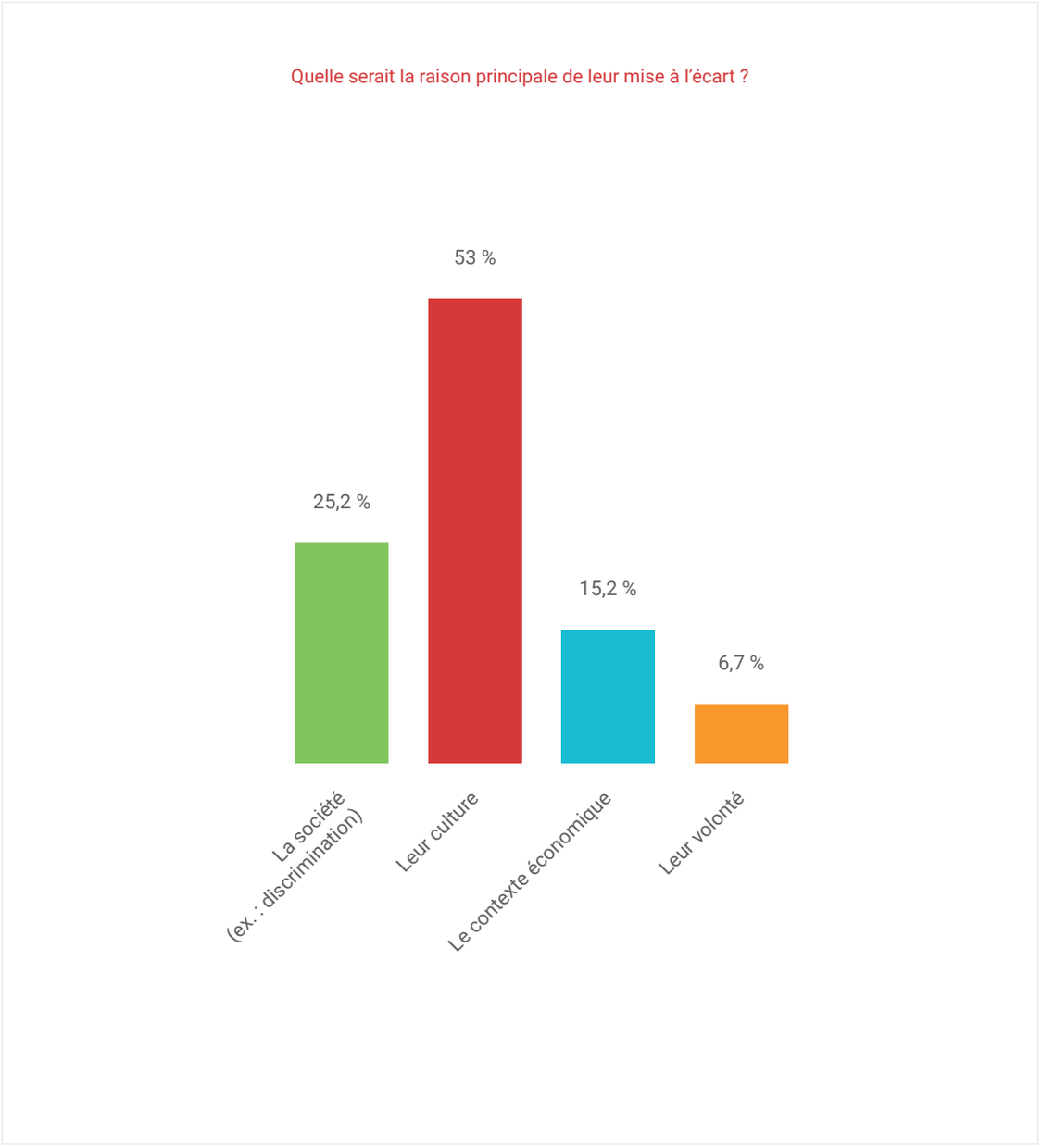
Est-il possible de les intégrer dans l'agglomération montpelliéraine ?



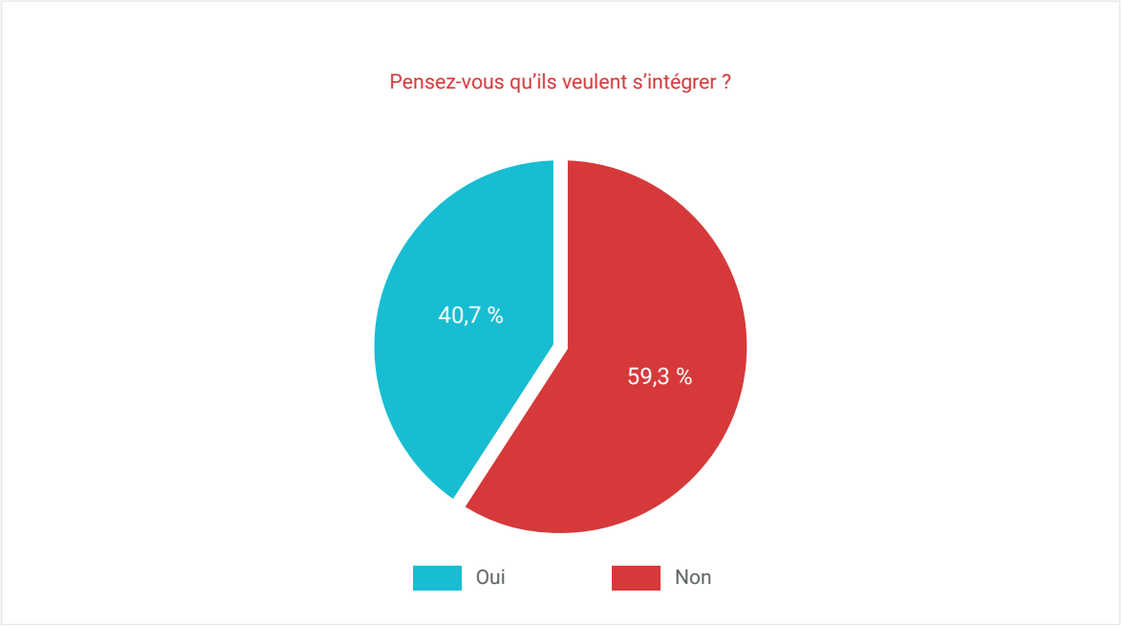
Vis-à-vis de la communauté Rom, quel type de politique l'État devrait-il entreprendre ?

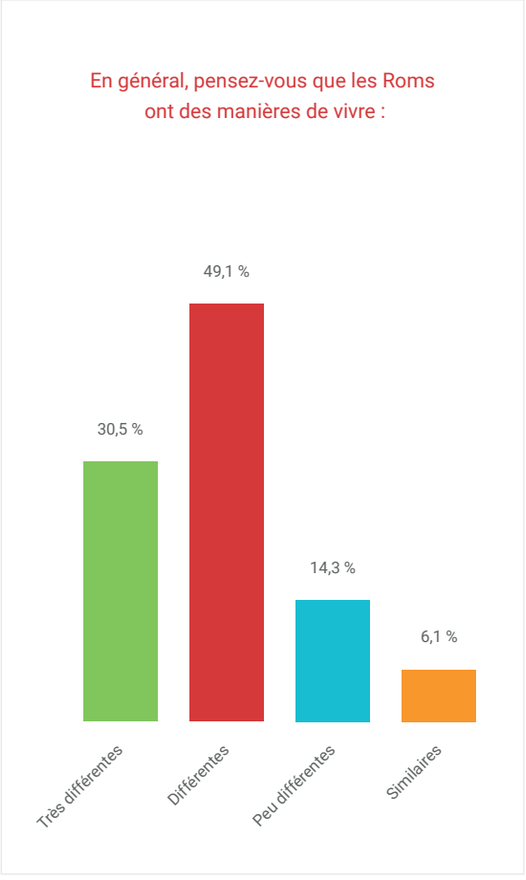


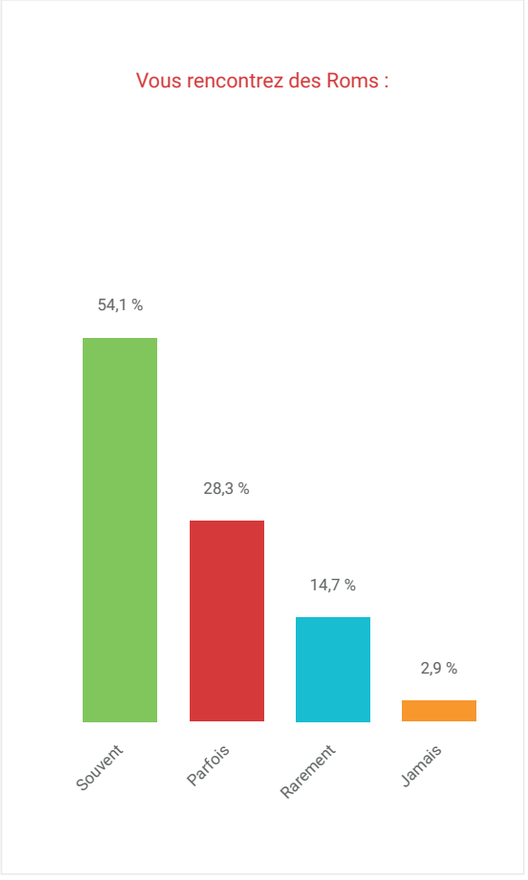
Ainsi, si 72% des personnes interrogées affirment qu'il est possible « d'intégrer les Roms », seules 40% d'entre elles pensent que ces derniers le souhaitent. Selon les habitants de Montpellier la différence culturelle trop importante (53%) ou les discriminations (25%) en sont les principaux freins. On constate en revanche que les réponses des pouvoirs publics devraient être l'assimilation ou l'intégration (90%), c'est-à-dire la mise en place d'une politique d'accueil souple (intégration) ou sous conditions (assimilation), les sondés percevant l'assimilation comme constituée de droits mais aussi de devoirs : scolarisation obligatoire des enfants, apprentissage de la langue etc. Seuls 10% des sondés prônent l'expulsion.



Cette distinction entre possibilité et volonté d'intégration est à rapprocher de la notion de « camps ». En effet, les champs lexicaux utilisés confèrent aux habitants des bidonvilles une stratégie délibérée de vivre entre soi dans des espaces informels provisoires, stratégies qui seraient induites par des raisons culturelles. En revanche près de 40% des personnes interrogées voient dans la non intégration des raisons exogènes (discrimination 25%, contexte économique 15%). Les analyses factorielles apportent des éléments de réflexion supplémentaires.

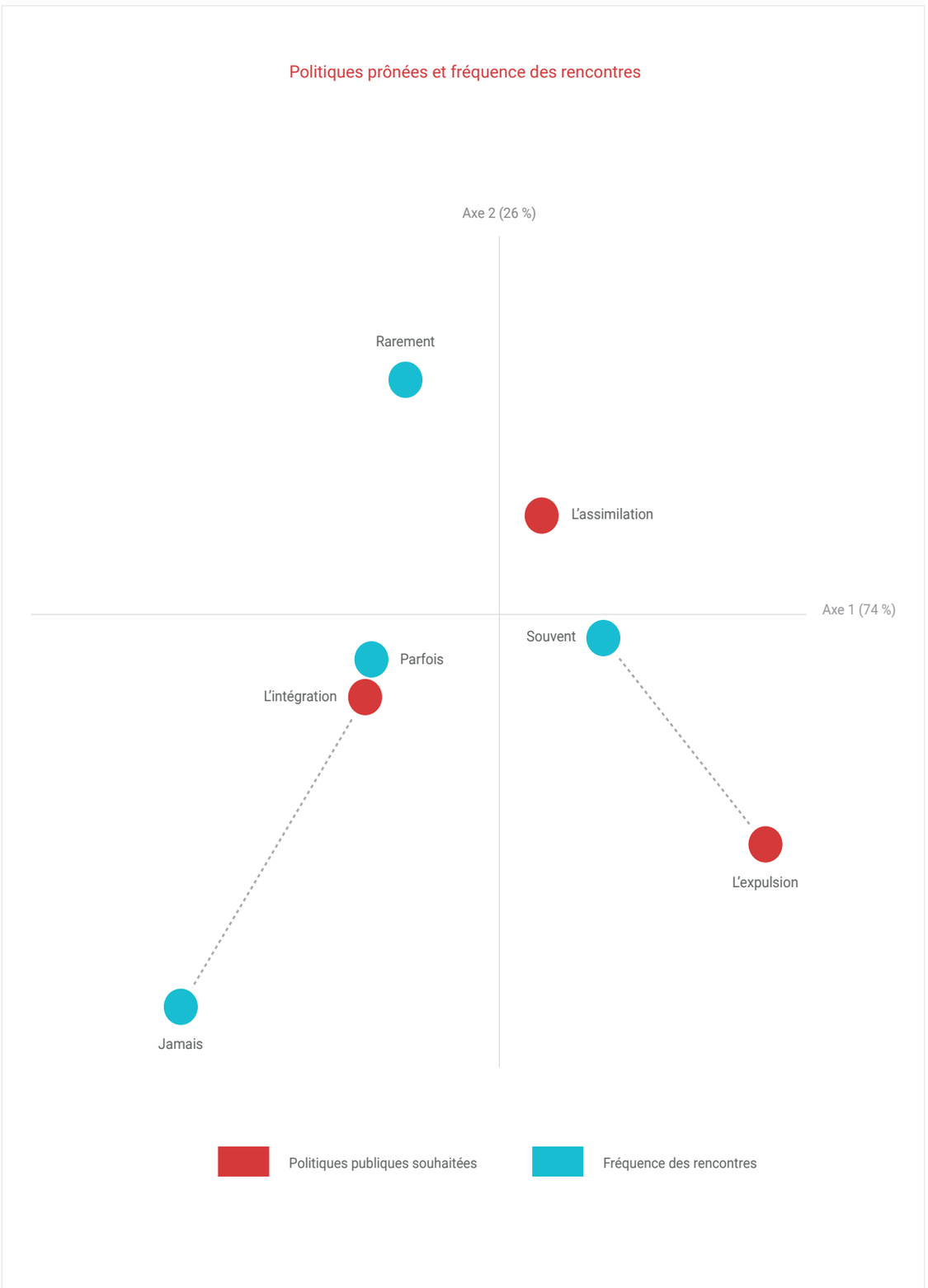






Les graphiques suivants peuvent être sources d'erreurs d'interprétations. En effet, les analyses factorielles proposées nous montrent que selon la fréquence des rencontres entre habitants de la ville et des quartiers informels l'accueil ou l'expulsion est prônée. Ainsi, il y aurait corrélation entre la fréquence des rencontres et la répression demandée aux pouvoirs publics. Plus on croise d'habitants des bidonvilles, plus on souhaite leur expulsion. Mais si l'on regarde plus avant, on s'aperçoit que les causes invoquées de la mise à l'écart des habitants

des bidonvilles varient selon les CSP. Les cadres, les ouvriers, les professions intermédiaires et les étudiants — qui identifient rarement les habitants des bidonvilles dans l'espace public — , envisagent leur non intégration à l'aune de causes exogènes : contexte économique et discrimination. En revanche, les retraités, employés, artisans et commerçants, qui déclarent croiser souvent ces populations, légitiment leur nécessaire expulsion et leur mise à l'écart par le fossé culturel qui les séparent. Comment analyser ces corrélations ?



Fréquence de rencontre, Raisons de leur mise à l'écart, catégorie socioprofessionnelle

Catégories socioprofessionnelles

Facteurs expliquant leur mise à l'écart

Fréquence des rencontres

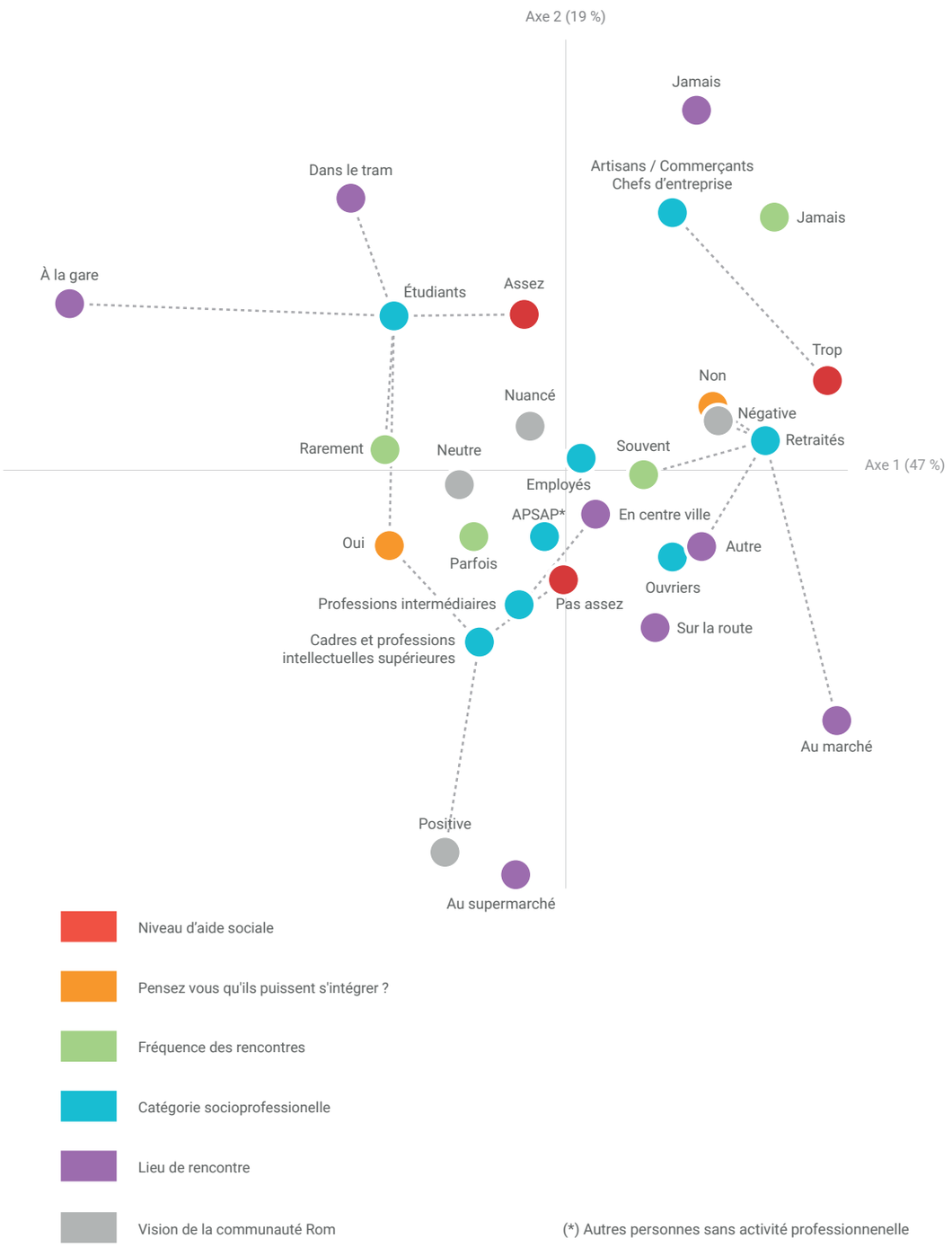
La question de la « visibilité » dans l'espace urbain est fondamentale pour saisir ces réponses. Les habitants des bidonvilles, si l'on regarde ces analyses factorielles, ne sont pas identifiés en fonction de particularités culturelles, de couleurs de peau, de facteurs subjectifs d'extranéité mais bien par leur activité économique. La majeure partie des réponses mettant en avant l'expulsion, la différence culturelle, la non volonté d'intégration et le caractère délictueux des comportements, proviennent de personnes déclarant rencontrer « souvent » des Roms en « centre-ville », dans « les transports publics », au « marché », toujours en situation de mendicité ou « d'activités criminelles ».

L'habitant du « camps Rom » est donc un mendiant, identifié dans une posture particulière considérée comme objective. La distinction entre assimilation/intégration et expulsion dépend ainsi de variables liées à l'âge (les plus de 50 ans), à la CSP (retraités, sans activité, commerçants) mais aussi et surtout à la notion de visibilité dans l'espace public. Sont ainsi les plus « visibles » les personnes pratiquant la mendicité en centre ville ou dans les transports, une mendicité qui se distingue de celle pratiquée sur la route. Les postures corporelles sont différentes, tout comme les stratégies mobilisées par les acteurs : position de demande, de pitié, de charité, d'infériorisation (en centre ville) ou mise en scène plus positive (nettoyage de pare-brises avec dessins de cœur, messages valorisant etc.).

Ainsi, pour une partie des Montpelliérains, celui que l'on définit comme « Rom » est un mendiant culturellement éloigné de soi, choisissant de vivre dans des camps et ne souhaitant pas son intégration. La réponse à la situation devient ainsi l'expulsion.

Ces graphiques appellent ainsi à développer des études sur l'appropriation de l'espace urbain par les habitants des bidonvilles et à une réflexion sur l'activité économique comme source d'identité, d'identification et de légitimation.

CSP / aides sociales / lieux de rencontre / vision de la communauté

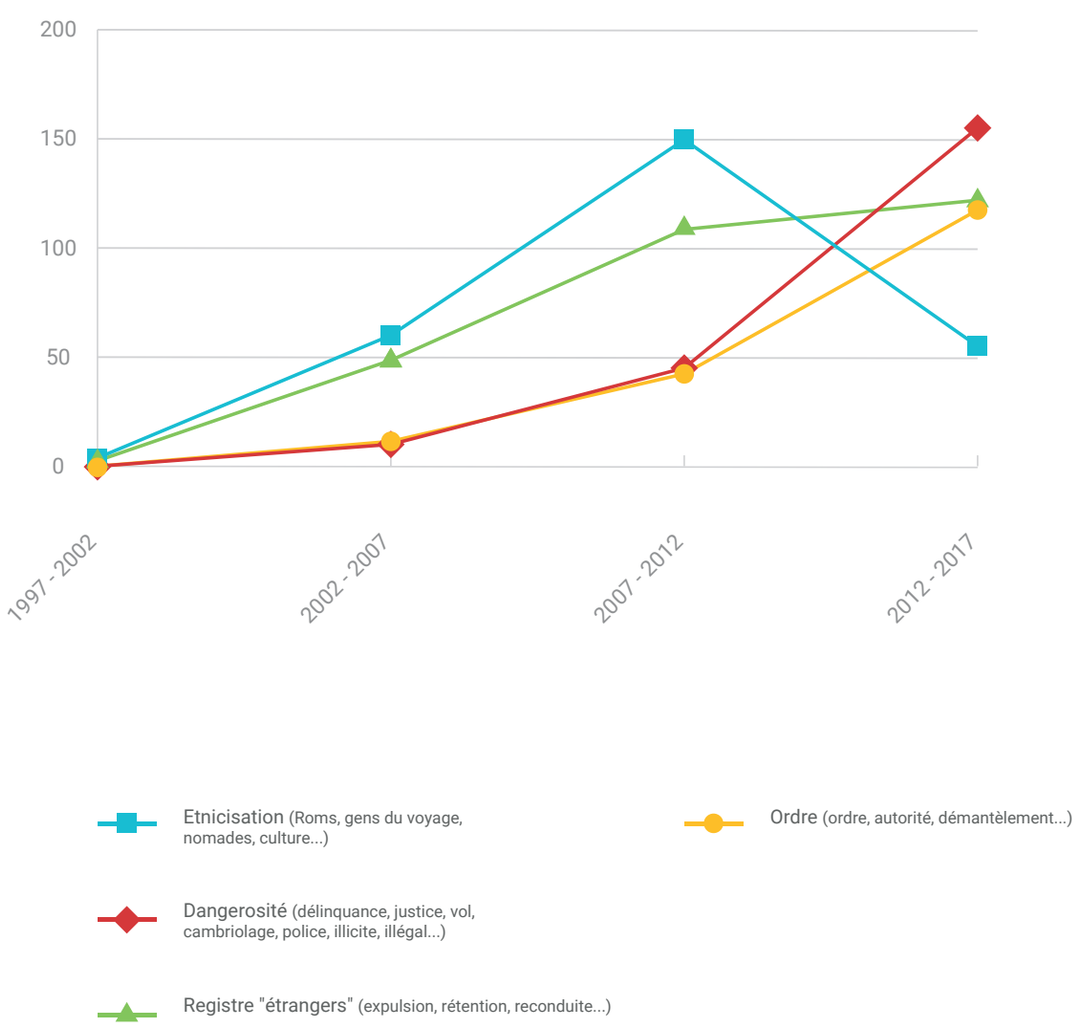


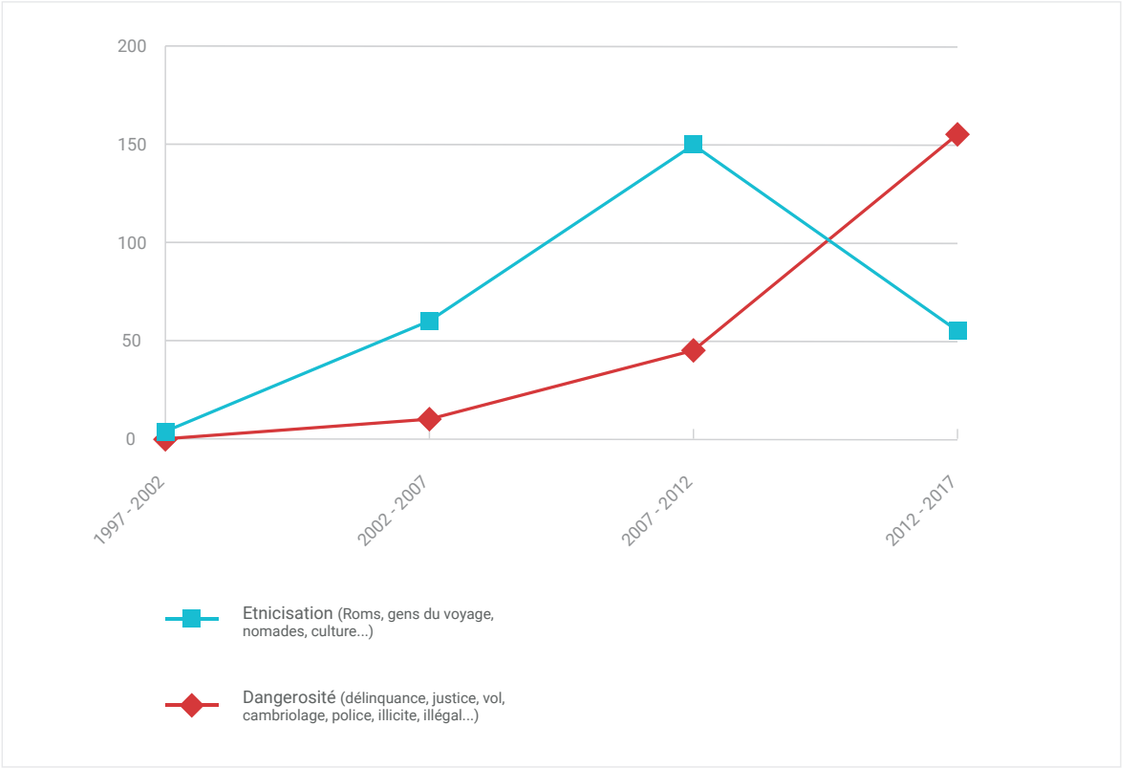
Cette activité de mendicité, une des activités de subsistance laissées à la disposition des habitants des bidonvilles, est induite en partie par les politiques publiques et l'élaboration d'un arsenal législatif fabriquant une nouvelle « classe dangereuse » désaffiliée.

Politiques publiques selon certaines variables

Il semblerait intéressant de lier cette enquête quantitative avec l'évolution du discours politique sur la question. Un rapide survol des questions et réponses au gouvernement à l'Assemblée Nationale donne quelques indications (traitement lexical : logiciel Koutosuiss, ENS). Si dans leur grande majorité les habitants de Montpellier ne reprennent pas les discours sécuritaires et excluant des politiques, ils articulent néanmoins leurs représentations autour du caractère « étranger » des habitants des « camps Roms » et de leurs rapports au travail. Cela correspond aux évolutions des champs lexicaux utilisés par les députés et ministres lors de leurs échanges dans l'Hémicycle. Les deux graphiques suivants montrent l'évolution du discours entre 1997 et 2017 : une première phase d'ethnicisation et de construction d'une catégorie d'étrangers bien que ressortissants de l'UE, puis une seconde phase de fabrication d'une « classe dangereuse » élaborée à travers le champ lexical de la dangerosité, du travail illégal (malgré la fin de la période transitoire au premier janvier 2014), phase corrélée à un discours davantage orienté vers la notion d'ordre et de sécurité.

Évolution des champs lexicaux lors des questions au gouvernement entre 1997 et 2017 (sources : AREA)





Ce travail mené par Blanc, Daffy et Rieusset sous la direction de Denis Fleurdorge a donc pour intérêt principal d'illustrer le fossé séparant les représentations que les habitants de Montpellier ont des habitants des bidonvilles et le discours légitimant la répression, les expulsions ou l'inaction de certaines institutions. Les références régulières aux riverains en colère, aux citoyens exaspérés confirment le titre de la conférence de P. Bourdieu : **l'opinion publique n'existe pas**. En revanche, elle est fort utile pour justifier la mise en place de politiques inadaptées ou le rappel martial à l'ordre républicain.

4. QUELQUES PISTES DE RÉFLEXION

Comme nous l'avons constaté, les montpelliérains n'élaborent pas à l'encontre des habitants des bidonvilles un discours de rejet ou de stigmatisation globale. Ils ne les décrivent ni comme des voleurs, ni comme inintégrables et ne réclament pas leur expulsion. Pourtant, les témoignages recueillis lors d'entretiens par Mustapha Benameur dans son mémoire «Téléologie du travail Informel» sous la direction de Denis Fleurdorge, montrent que les habitants des bidonvilles ont intégré cette stigmatisation et vivent au quotidien un sentiment de rejet. Comment comprendre cette apparente dichotomie entre les données statistiques et le ressenti ?

C'est sans doute en s'intéressant aux processus d'identification par l'État et la violence institutionnelle qui en découle que l'on peut saisir les conditions d'élaboration des stratégies développées par les habitants des bidonvilles. Cela passe nécessairement par une analyse de ces stratégies et des dynamiques d'appartenances individuelles, analyse recontextualisée dans un système coercitif où s'exprime la violence institutionnelle.

AREA

Association Recherche Éducation Action

AREA (Association Recherche Éducation Action) est une association basée à Montpellier qui a pour objet la lutte contre les inégalités sociales et l'exclusion.
Cet objet se décline à travers la réalisation d'actions concrètes en faveur de l'égalité des chances et une fonction d'expertise, notamment la réalisation d'études en sciences sociales.

Depuis janvier 2016 AREA porte une action d'accompagnement global des personnes vivant en bidonvilles. Ce travail social allié à l'axe recherche-action porté par l'association a été l'occasion d'un travail partenarial avec le Laboratoire d'Études et de Recherches en Sociologie et en Ethnologie de l'Université Paul Valéry de Montpellier. AREA a ainsi pu accompagner des étudiants dans leur recherche. Cette étude en est le résultat.

AREA - 8, rue des soldats - 34000 Montpellier
Tram Saint-Denis - Ligne 3
www.area-asso.org

Maquette : Yoan Martoglio (contact@arpodesign.com)